

Brochure n° 3167

Convention collective nationale

IDCC : 2257. – CASINOS

AVENANT N° 23 DU 23 JUIN 2016

RELATIF À L'INDEMNISATION DES SALARIÉS PARTICIPANT
À LA NÉGOCIATION DE LA CONVENTION COLLECTIVE

NOR : ASET1650946M

IDCC : 2257

Entre
CDF
SCMF
ACIF

D'une part, et

CSFV CFTC
FS CFDT
CDS CGT
FEC FO
INOVA CFE-CGC

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

Champ d'application

L'accord s'applique à l'ensemble des entreprises relevant du champ d'application des casinos de France métropolitaine et des départements d'outre-mer.

Article 2

Maintien du salaire

Pour chacune des commissions mixtes, les salariés bénéficieront, dans la limite de 4 représentants nommément désignés par leur fédération syndicale professionnelle, de 1 journée de réunion préparatoire et de 1 à 2 journées de réunion de commission mixte rémunérées dans les conditions ci-dessous :

- maintien de leur salaire dans les mêmes conditions que s'ils avaient travaillé dans l'entreprise ces jours d'absence ;
- pour les salariés occupant des emplois listés aux annexes 1 et 1 *bis* de l'accord national du 23 décembre 1996, la rémunération de ces jours ne sera pas à la charge de la masse.

Article 3

Conditions d'indemnisation

Il est prévu des indemnités de remboursement (sous réserve que les demandes soient adressées dans le mois suivant la réunion), dans la limite de 4 représentants présents nommément désignés par leur fédération syndicale professionnelle, de frais réels sur présentation de justificatifs et limités aux plafonds suivants :

a) Pour les salariés habitant l'Ile-d-France par journée de réunion :

Frais de restauration = 1 forfait de 1 repas d'une valeur de 8 minima garantis par repas ⁽¹⁾ ;

Frais de déplacement = 1 forfait de transport d'une valeur de 3 minima garantis ⁽¹⁾.

b) Pour les salariés n'habitant pas l'Ile-de-France :

Frais d'hébergement, par journée de réunion = 1 forfait par nuitée (chambre + petit-déjeuner) d'une valeur de 35 minima garantis ⁽¹⁾.

Frais de restauration :

– 1 forfait d'une valeur de 8 minima garantis ⁽¹⁾ par repas de la façon suivante :

– 3 repas sur la base de 1 journée de commission mixte ;

– 5 repas sur la base de 2 journées de commission mixte.

Frais de déplacement = 1 voyage aller-retour sur la base d'un billet modifiable SNCF 2^e classe, limité à la France métropolitaine (quel que soit le mode de transport utilisé).

Cas particulier :

Lieu de travail éloigné de 500 km et plus du lieu de la réunion : train 2^e classe ou avion (billet modifiable) sur le vol le plus économique.

Article 4

Date d'effet de l'accord et durée

Le présent accord prend effet à partir de la date de sa signature et est conclu pour une durée indéterminée.

Article 5

Extension

Le présent accord fera l'objet d'un dépôt prévu à l'article L. 132-10 du code du travail ainsi que d'une demande d'extension.

Fait à Paris, le 23 juin 2016.

(Suivent les signatures.)

(1) Valeur du minimum garanti au 1^{er} janvier 2016 : 3,52 €.